

AFFAIRE OULTACHE

Le doute s'installe

Chaque accusé a été questionné par le président sur d'éventuelles pressions de la part d'Oultache ou d'une autre partie de la Sûreté nationale pour lui faire accepter des décisions contre son gré. Tous ont rejeté cette assertion.

Le procès, après pourvoi en cassation des condamnés, intenté contre Choaiïb Oultache, 19 cadres de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ainsi que des cadres d'une entreprise privée qui se déroule à la cour de Boumerdès, après son renvoi par la arrêt de la Cour suprême en date du 2 octobre 2014, s'est poursuivi mercredi après-midi et jeudi jusqu'au début de la nuit.

Dans la suite de la séance de mercredi, qui a suivi l'audition du principal accusé de cette affaire, Choaiïb Oultache en l'occurrence, le président Mohamed Kouadi rappela à la barre Yahiaoui. Il le questionna sur la passation des marchés. Ce dernier affirma qu'il n'a aucun pouvoir pour signer des marchés. D'ailleurs, tous les mis en cause, y compris Oultache, ont réitéré leur incompétence légale à avaliser des marchés qui est la prérogative du seul DG de la Sûreté nationale.

Commissaire de police et ingénieur d'Etat en informatique, Zaâche Omar est accusé de passation illégale de marchés publics et exploitation abusive de la fonction. «En tant qu'ingénieur en informatique, on a fait appel à moi pour contribuer à l'exécution du programme de modernisation. C'était ma seule tâche.» Au sujet du marché 139/2007 concernant la fourniture de 10 300 onduleurs pour une valeur de 115 millions de dinars, il dira : «On a fait appel à moi pour l'élaboration d'un cahier des charges. Ce cahier des charges est conçu pour intéresser seulement les constructeurs. De ce fait, l'entreprise ABM est exclue parce que tout simplement cette société n'est pas un constructeur.» Il persiste sur son affirmation.

Cette assertion donne momentanément du crédit à l'accusation contre ceux qui avaient opté pour passer une commande chez ABM (Algerian Business Multimédias). Le président revient sur le fait qu'à la suite d'études des offres, alors qu'il ne restait qu'un

seul soumissionnaire et de ce fait l'appel d'offres devait légalement être complètement reformulé publiquement.

Sur ce point, un défenseur nous a confié plus tard que la réglementation antérieurement en vigueur, soit avant cette affaire, n'obligeait pas les entités publiques à annuler une offre lorsqu'il n'en reste qu'une seule recevable. «Ce n'est qu'en 2010 qu'un amendement a été introduit», précisera cet avocat. Sur son intégration à la commission technique que présidait Choaiïb Oultache, le prévenu a déclaré qu'il a été désigné verbalement pour siéger dans cette instance. C'est le cas de la majorité des mis en cause. Les membres de cette commission ont siégé, rappelons-le, dans les instances qui ont élaboré le cahier des charges pour la fourniture des équipements informatiques ou celle qui a procédé à l'ouverture des plis et des évaluations techniques et financières des offres. Pour rappel, il y avait en plus du lot des 10 300 onduleurs, 4 autres lots, à savoir des imprimantes (340 000 000,00 DA), des micro-ordinateurs, PC et stations (800 000 000,00 de dinars), imprimantes (340 000 000,00 de dinars) et un contrat programme (30 à 60 000 000,00 de dinars) sur 5 ans pour fourniture des consommables.

Dans ce dossier, l'accusation tente d'accréditer l'idée que le marché des onduleurs a été attribué, entre autres, sur une fausse déclaration faisant de l'entreprise ABM un constructeur alors qu'elle n'est qu'un distributeur agréé. On apprendra plus tard, lors des interrogations des accusés, que la rectification de la fiche technique se rapportant aux onduleurs qui devraient être acquis a été faite au niveau de la DG de la DGSN et que, par ailleurs, la DGSN était destinataire d'une lettre d'un producteur, mondialement connu, qui se porterait garant sur la bonne exécution d'un éventuel contrat qui lierait la DGSN à l'entreprise en question (ABM). Chaque accusé a été question-

né par le président sur d'éventuelles pressions de la part d'Oultache ou d'une autre partie de la Sûreté nationale pour lui faire accepter des décisions contre son gré. Tous ont rejeté cette assertion. Plusieurs d'entre eux ont, en outre, tenu à rappeler que ces fameux onduleurs — acquis en 2008 — sur lesquels repose la principale accusation sont toujours en fonction alors que leur durée de vie admise universellement n'est que de 3 ans.

L'expectative

Après avoir suivi tous les débats du mercredi et du jeudi — le procès se poursuivra demain dimanche avec l'audition des témoins — et écouté notamment les réponses des prévenus aux questions du président Mohamed Kouadi, qui dirige avec beaucoup de sérénité les débats et qui laisse les accusés s'exprimer, «le doute raisonnable» commence à s'installer chez les observateurs.

L'accusation, qui fonde son argumentaire sur le marché des onduleurs, la dispense des pénalités de retards à ABM, le fonctionnement de la commission technique que préside Choaiïb Oultache, l'élaboration du cahier des charges concernant la fourniture des équipements informatiques, le contrat de gré à gré concernant la fourniture des consommables en informatique, la relation entre le colonel Oultache, directeur technique au niveau de la DGSN, maître d'œuvre du programme de la modernisation de la Police nationale et Toufik Sator, vice-président d'ABM et beau-frère d'Oultache, commence par voir ces griefs perdre de leur consistance. Cette fois-ci, il semblerait que les prévenus soient venus devant la cour de Boumerdès armés d'arguments pour convaincre la justice de leur innocence. Au cours de son interrogation, un prévenu s'est exclamé à l'adresse du président : «Comment peut-on concevoir que 16 officiers supérieurs de la police, qui plus est, ont des compétences de haut niveau, mettraient en péril leur réputation, leur famille et leur carrière pour avantager une entreprise ?» et «quels en sont les avantages pour eux ?» Un autre ajouta

: «Nous avons toujours travaillé dans la transparence et c'est le data show qui déterminait nos choix.» Jusqu'à présent, il n'a nullement été question d'avantages mal acquis par aucun des protagonistes de ce dossier.

Tous les accusés de cette affaire ont rejeté les accusations qui leur ont été rappelées individuellement par le juge. Sur le déroulement du procès, il est utile de noter que jusqu'à présent, il se passe sans incidents notables.

A chaque fois, le président Kouadi tenait à répéter : «Je ne suis ni contre vous ni avec vous. Je suis ici avec mes assesseurs pour faire éclater la vérité.»

Pour en revenir aux débats, plusieurs prévenus ont expliqué au président qu'en matière d'informatique, il est impossible d'élaborer une fiche technique orientée vers un fournisseur ciblé puisque celle-ci ne contient que des informations techniques universelles. A noter qu'une grande partie des prévenus est spécialisée en informatique.

Le débat sur l'essentiel

La journée de jeudi a été riche en débats puisque les principaux mis en cause, après Oultache, notamment le DAG de la DGSN, Youcef Dhimi, Toufik Sator, informaticien et vice-président d'ABM et proche d'Oultache, Antri Bouzar Toufik, P-dg d'ABM, et Djaâfer Zerrouk, directeur commercial d'ABM, ont été auditionnés.

Sur le fonctionnement de la commission technique, le DAG a rappelé au juge que tous les membres qui y siégeaient ont vu leurs noms inscrits dans la décision signée par le directeur général et que cette instance était effectivement présidée par Oultache suite aux instructions de feu Ali Tounsi.

S'agissant de l'affectation du marché des consommables, évalué entre 30 et 60 millions de dinars sur une période de 5 ans, attribué par le truchement du gré à gré à l'ABM, le DAG la justifie du fait que la firme en question est un distributeur exclusif en Algérie. Au cours des débats, il a été prouvé que la décision de la suspension de la livraison des onduleurs incombait à la DGSN. Rappelé par le président sur ce point, Oultache précisera : «Il n'y avait

pas de place où mettre ce matériel.» Dans le précédent procès, on insinua que la faute venait d'ABM. Elle devait donc être sanctionnée financièrement. De plus, l'accusation affirma qu'elle aurait été dispensée de ces pénalités de retards suite à des interventions de certains responsables.

De son côté, Toufik Sator nie avoir eu une quelconque conversation avec son gendre au sujet des contrats de fournitures liant ABM, dont il est actionnaire à hauteur de 0,12%, à la DGSN. Il a, en outre, répondu à la question du président au sujet du dossier administratif de soumission accompagnant l'offre de service remise à la DGSN. Il était actionnaire et vice-président de la firme, or son nom ne figurait pas dans le document remis. «Le notaire n'avait pas encore formalisé l'acte», dira-t-il.

Mohamed Antri Bouzar, P-dg d'ABM, a été appelé à la barre. Il est accusé, à l'instar des autres mis en cause, de trois délits et a passé 4 ans en prison — la majorité des prévenus ont fait de la prison à cause de cette affaire, mais comme ils ont accompli leur peine, ils comparaissaient libres.

Le président de l'entreprise ABM commence par brosser un bref tableau de sa société avant les contrats passés avec la Police nationale. «C'étaient 30% du marché national et 12 marques commercialisées. Les contrats avec la DGSN ne représentaient que 2,5% du chiffre d'affaires.» Et d'ajouter : «J'ai signé des contrats qui ont été totalement exécutés. Mais avant leur entrée en vigueur et leur exécution, ils ont été avalisés par des commissions techniques, la commission des marchés de la DGSN et la commission nationale.» Il fait état du début d'exécution du contrat de fourniture des consommables pour un montant de 17 MDA qui n'ont jamais été payés. «La DGSN doit nous payer 35 millions de dinars représentant les cautions de garantie et la livraison des consommables.» Le directeur commercial d'ABM fut le dernier à passer devant le juge. Il apporta une précision. Son entreprise avait les onduleurs en stock pour assurer la livraison, mais le client (la DGSN) en avait demandé la suspension.

Abachi L.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE DÉBUT DU PROCÈS

Moumène Khalifa acculé

Il aura fallu attendre le passage des témoins à la barre pour voir, pour la première fois depuis le début du procès, Moumène Khalifa acculé. Après huit ans de réclusion, l'ex-directeur de la caisse principale de Khalifa Bank, Akli Youcef, a décidé de tout déballer. Ce jeudi, il a expliqué devant le juge, comment son ancien patron se servait des caisses de la banque.

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni

La seconde phase du procès Khalifa n'aura pas été de bon augure pour l'ex-golden boy. Jusque-là épargné par l'ensemble des prévenus, détenus auditionnés, Moumène Khalifa a été acculé ce jeudi, lors de la première comparution ouvrant le passage des 300 témoins attendus à la barre du tribunal criminel près la cour de Blida. Akli Youcef, ex-directeur de la caisse principale de Chéraga, et dont le témoignage était tant attendu, a expliqué, devant le juge, comment Moumène Khalifa disposait de l'argent de la banque. Il commence par dévoiler que c'est Moumène Khalifa qui venait, au début, récupérer l'argent à la caisse principale. Il reconnaît, d'ailleurs, que c'est lui-même qui le lui remettait.

Le juge veut savoir si l'opération était inscrite dans un quelconque registre, le témoin répond qu'il se contentait de griffonner le montant servi dans une feuille volante ou encore sur un bout de papier. Antar Menouar s'exclame et l'interroge sur les écritures bancaires. Akli Youcef ne fait pas

dans l'économie des aveux, et affirme qu'elles restaient en suspens. En clair, l'argent dont disposait Moumène Khalifa n'était pas inscrit dans la comptabilité de la banque.

Ayant purgé sa peine, après une condamnation de huit ans à la prison ferme, en 2007, le témoin du jour n'avait pas l'intention d'en rester là. Il explique comment des personnes envoyées par Moumène Khalifa venaient récupérer des enveloppes par la suite.

Le directeur de la sécurité du groupe Khalifa, Abdelhafid Chachoua, le garde rapproché Abdelwahab Dellal, l'inspecteur général de la banque Ahmed Mir, le conseiller Salim Bouabdellah venaient, entre autres personnes, récupérer de l'argent pour Moumène Khalifa. Comment ? Sur un simple coup de fil du patron et toujours sans la moindre procédure bancaire, atteste Akli Youcef.

Une confrontation et des déballages !

Pour rappel, Dellal Abdelwahab, garde rapproché de Moumène Khalifa, avait tenté de blanchir son ex-patron lors de son passage à la barre, mardi 13 mai, durant la septième journée du procès. Comme il figure parmi les personnes qui récupéraient l'argent pour Moumène Khalifa de la caisse principale de Chéraga, il avait tenu ce propos : «Puisque mon salaire était de 150 000 DA, celui du patron pouvait atteindre facilement les 150 millions de centimes. Je pense, donc, que l'argent que je récupérais pour lui était retiré de son compte bancaire.» Mais il se trouve qu'Akli Youcef, cette même personne qui remettait des enveloppes à Dellal Abdelwahab sur ordre de Moumène Khalifa, affirme aujourd'hui que tous savaient que l'argent était retiré de la trésorerie de

la banque et sans la moindre procédure légale. Il ajoute devant le juge Antar Menouar, que l'ensemble des cadres et fonctionnaires de la banque étaient au fait de ces retraits non réglementaires mais aussi du trou financier de la caisse principale de Chéraga. Un préjudice qu'il a estimé, déjà à l'époque, à trois milliards de dinars.

L'audience vire à la confrontation lorsque le juge entre dans le vif du sujet et aborde les onze écritures bancaires restées suspendues entre agences, celles-là mêmes à l'origine de la découverte de l'arnaque entre février et mars 2003.

Il fait appel au second témoin, l'ex-directeur de l'agence d'El-Harrach, Aziz Djamel. Celui-ci, et quand bien même ayant déjà purgé sa peine, atteste de la légalité de toutes les opérations et transferts. Il n'a, à aucun moment de son audition, lâché son ancien patron. Le juge, visiblement contrarié, le confronte avec le directeur de l'agence principale. Akli Youcef affirme au juge qu'Aziz Djamel lui adressait des écritures bancaires sans les fonds censés les accompagner à

partir de l'agence d'El-Harrach. En clair, l'argent n'y était pas et c'est ce qui explique les écritures bancaires restées suspendues. A ce stade, le juge ne pouvait se passer des explications de Moumène Khalifa, présent sur le banc des accusés. Il l'interroge. Moumène Khalifa nie en bloc les propos d'Akli Youcef. Il trouve improbable, voire complètement déraisonnable de soutenir qu'il pouvait retirer de l'argent sans la moindre procédure bancaire, ou encore donner l'ordre de le faire. Tout comme sur les écritures bancaires restées suspendues qu'il déclare fausses et fabriquées à l'extérieur de la banque, il dit attendre que le trou financier de la caisse principale soit établi par un commissaire aux comptes.

Enfin, en attendant le témoignage, dimanche, de l'ex-ministre des Finances, Mohamed Djellab, puis lundi, celui du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, cette quinzième journée aura vraisemblablement marqué un tournant décisif dans le cheminement du procès Khalifa.

M. M.

TERRORISME

Un autre arsenal de guerre découvert

Dans la continuité des opérations de ratissage menées par des détachements de l'Armée nationale populaire aux alentours de la localité de Ferkious, dans la wilaya de Bouira, lieu de déroulement de l'opération conjointe des forces de l'ANP relevant des secteurs opérationnels de Bouira, de Blida et de Boumerdès/1^{ère} région militaire, deux abris ont été découverts contenant une mitrailleuse de type PKT, une mitraillette de type MAT-49, quatre fusils de chasse, un fusil à répétition, un lance-roquette de type RPG7, deux canons de fusils semi-automatiques, six obus RPG7, huit charges d'obus, 38 téléphones portables prêts à exploser, 13 bombes de confection artisanale, 4 paires de jumelles, une importante quantité de munitions de différents calibres, 24 kilogrammes de TNT, 12,5 kilogrammes d'explosifs, 170 litres d'acide nitrique, 31 détonateurs, 6 mètres de mèche de détonation, un groupe électrogène, deux panneaux solaires, des vêtements, des denrées alimentaires et d'autres objets.